

Écologismes des guerres et des conflits au Moyen-Orient et en Méditerranée

Colloque international organisé par l'ANR IMAGIN-E et le CAREP

10-12 décembre 2026 - Paris

Ce colloque invite à repenser les conflits contemporains dans les mondes arabes et musulmans (Maghreb, Moyen-Orient, Méditerranée orientale) comme des moments où s'exercent de multiples formes de violence contre le vivant, mais aussi comme des espaces de recomposition, où émergent des pratiques de réparation et s'expérimentent des alternatives écopolitiques, esquissant de nouveaux modèles sociaux, économiques, politiques et écologiques.

La littérature sur la justice et les inégalités environnementales a largement montré l'impact différencié de la crise écologique et des violences faites au vivant selon les contextes et les groupes sociaux (Martinez-Alier 2003, Cutter 1995, Larrère 2017, Givens et al. 2019; Deldrève, 2020, 2023 ; Givens et al, 2019). Les études consacrées à la guerre se sont le plus souvent intéressées à l'ordinaire de la violence et à la vie quotidienne, aux trajectoires d'engagement en armes et aux déplacements qu'elles provoquent. L'intérêt pour les conséquences écologiques des guerres est quant à lui beaucoup plus récent. Il n'existe en effet que peu d'études portant un regard sur les enjeux écologiques de ces guerres alors même que leurs effets néfastes participent à l'érosion durable et le plus souvent irrémédiable des milieux de vie.

Des travaux récents ont questionné la temporalité des guerres contemporaines à partir d'approches centrées sur leurs restes et traces toxiques, et le temps nécessaire aux humains, au vivant et aux milieux pour se remettre des conflits. Ils s'extraient de la seule « ontologie militaire » (Griffiths, Rubaï 2025), qui voit la guerre à partir du moment paroxystique et spectaculaire des attaques armées, pour élargir le champ et la prise en compte de la violence. La guerre n'est plus alors un événement mais devient une structure (Khayyat, 2022 ; Griffiths, Rubaï 2025 ; Touhouliotis 2018). Les « infrastructures toxiques » (Touhouliotis, 2018) élargissent en effet considérablement le temps des conflits, ainsi que la portée des technologies de gouvernement qu'ils induisent (Khayyat, 2022 ; Griffiths et Rubaï, 2025). Les guerres s'inscrivent en cela dans une temporalité longue, dans laquelle il est difficile et controversé de déterminer un début et une fin (Hermez, 2017). Par ailleurs, la notion de conflit comprend aussi les antagonismes, les agressions et les résistances qui résultent de violences structurelles (Hébert, 2006), de dépossession, et plus largement de rapports de pouvoir asymétriques, que l'on retrouve dans des situations de colonialisme (Pappe, 2013) ou d'autoritarisme.

Notre hypothèse de départ est que les conflits dans les mondes arabes et musulmans ont rendu les violences vis-à-vis du vivant particulièrement aiguës et sensibles et qu'ils engendrent des écologismes ancrés dans un fort sentiment de nécessité, qui ont été qualifiés d'« écologismes existentiels », c'est-à-dire qui mettent immédiatement et visiblement en jeu la possibilité d'exister (Latte Abdallah 2024). S'inscrivant au croisement des recherches sur les

effets écologiques des conflits (Braverman 2009, 2023 ; Yildirim 2023 ; Zeybek 2025 ; Reno 2020 ; Pugliese 2020 ; Henig 2019 ; Nixon 2011; Austin, Bruch 2000), des activités industrielles et extractives (Kurtiç 2025 ; Ahmann 2024 ; Lerner 2010 ; Petryna 2002 ; Fortun 2001) et de celles sur les actions collectives et les pratiques préfiguratives (Frère et Jacquemain, 2013 ; Monticelli et Escobar, 2022), ce colloque s'attache à mettre en lumière les expériences et les pratiques de celles et ceux qui cherchent, pensent, imaginent, s'engagent et composent avec des mondes dégradés, habitent des mondes en ruines et mettent en œuvre d'autres formes de cohabitation interspécifiques (Gan, Tsing, Swanson & Bubandt, 2017 ; Haraway, 2020 [2016]).

Quels impacts les guerres et les conflits ont-ils sur le vivant et sur les milieux de vie ? Comment les relations à ces milieux de vie sont-elles problématisées et politisées ? Quelles formes de justice et de réparation sont envisagées par des institutions, par des collectifs militants et par des citoyennes et citoyens ordinaires, face à ces violences ? À quelles conditions et comment émergent des alternatives écopolitiques ? Il s'agira d'examiner la matérialité des contextes, les vécus et les expériences sociales des acteurs et des actrices, tout comme la transformation des imaginaires sociaux, des perceptions et des sensibilités. Le colloque analysera les manières dont les personnes, affectées par des logiques de destruction, de contaminations, de dépossessions interrogent ce qui les lie au monde et ce qui les relie entre elles et, ce faisant, comment elles réajustent leurs relations au vivant, réinvestissent des savoirs délaissés, et/ou s'orientent vers des pratiques de soin et de réparation.

Ce colloque scientifique ouvert au grand public ne se limitera pas à des interventions de chercheur.es mais convoquera également la participation d'acteurs et d'actrices des collectifs et alternatives écopolitiques, ainsi que celles d'artistes.

Les propositions de communications scientifiques s'inscriront dans l'un ou plusieurs des axes suivants.

Axe 1 - Écologisation des guerres contemporaines

Ce premier axe invite à penser la destruction des milieux de vie et des mondes vécus, non pas comme seuls "dommages collatéraux" des conflits contemporains, mais bien comme instruments stratégiques spécifiques de ces derniers. Le cadre conceptuel de "l'écologisation de la guerre" (*ecologization of warfare*) décrit ainsi les situations où l'environnement atmosphérique de "l'ennemi" est pris pour cible, détruit ou rendu inhabitable (Sloterdijk, 2009; 2016). Au Moyen-Orient, les conflits armés de ces dernières décennies ont systématiquement ciblé la biodiversité, les ressources vitales (eau, sols fertiles), la souveraineté alimentaire, les économies locales et les conditions de viabilité des territoires. Ces stratégies de domination et d'occupation peuvent s'accompagner de vastes projets militaro-industriels qui altèrent structurellement les régions visées.

Cet axe invite à considérer ces pratiques comme de véritables politiques de désorganisation écologique dont les effets dépassent largement le temps immédiat des conflits armés. En

qualifiant et quantifiant ces atteintes - qu'elles relèvent de la « destruction tactique » ou de formes émergentes d'« écocide » - il s'agit ici de saisir leurs conséquences systémiques sur les sociétés : effondrement des ressources, fragilisation de l'agriculture, insécurité alimentaire, pollution des sols et de l'air, mines antipersonnel, déplacements forcés résultant d'une imbrication de causes environnementales, politiques et économiques, spoliations foncières, etc. Les conflits aiguisent les inégalités et renforcent souvent la violence sociale. Cet axe vise également à éclairer les interconnexions entre violence environnementale, violence sociale et incertitude structurelle.

Axe 2 - Vivre et nommer les violences environnementales

Cet axe s'intéresse aux quotidiens et aux écologismes émergents face aux violences et aux effacements engendrés par les conflits, les activités industrielles et militaires et les pratiques extractivistes. Comment les toxicités et les violences environnementales affectent-elles le vivant et comment sont-elles rendues visibles et sensibles par les conflits ? Comment sont-elles vécues, nommées et comprises par les individus et les collectifs qui en font l'expérience ? Quelles sont les spécificités des formes de critique écologique qui émergent dans les différents contextes ? Comment est vécu le traitement des décombres et des déchets qui peut aussi constituer un effacement des preuves de guerre ? Quelles sont les temporalités et spatialités « émiques » des violences contre le vivant vécues par les acteurs et les actrices ? Contredisent-elles ou non les périodisations et les définitions institutionnelles ?

Il s'agira d'interroger les mots, les notions vernaculaires, posés par les acteurs et les actrices sur les désastres et les ruines induites par les conflits, et de les confronter aux concepts mobilisés dans la littérature. Peut-on parler d'écocide, de « cosmocide » (Labou Tansi 1973), de « toxicités carcérales » en Irak (Alkhudary, 2026), de « futuricide » (Latte Abdallah 2025), de « nakba environnementale » concernant la Palestine (Qumsiyeh & Abusarhan 2020), ou encore, au Liban, d'effondrement (*inhiyar*), de catastrophe (*karitha*), etc.? L'objectif est aussi de comprendre les circulations de ces notions et grammaires des écologismes dans l'espace moyen-oriental, méditerranéen et au-delà.

Axe 3 - Gouverner la toxicité des guerres : de la dépollution à la justice

Cet axe explore la toxicité laissée par les conflits armés produite notamment par les décombres des habitations qui se comptent en millions de tonnes, les déchets, les munitions non explosées, les mines, etc. Le manque de données géospatiales fiables, l'accès limité aux données militaires et aux images satellite, l'insuffisance des capacités techniques locales ou encore l'inaccessibilité de certaines zones rendent la cartographie des sites contaminés à la fois incomplète et contestée.

La mise en œuvre de pratiques de décontamination engendre souvent des coûts colossaux, requiert des technologies spécialisées, et crée une dépendance à l'aide internationale et à l'expertise extérieure. Il s'agira d'explorer les modalités concrètes de la dépollution, de ses méthodes jusqu'à la question complexe du stockage des déchets. Où partent les décombres, souvent encore toxiques ? Vers quels remblais ou sites de brûlis sont acheminés ces déchets et

quelles contaminations engendrent-ils à ces endroits (Sze, 2006; Boudia & Jas, 2019; Boudia et al., 2021) ?

Après un conflit, remettre les écosystèmes en état ne relève pas seulement de l'ingénierie ou de l'expertise technique : c'est un acte politique, social et mémoriel. Les principes de « reconstruction verte » - détoxification des sols, restauration des terres agricoles, réhabilitation des espaces urbains dégradés - peuvent devenir des leviers puissants pour se réappropriier le territoire, recréer du lien social, stimuler l'innovation locale et ouvrir de nouvelles opportunités économiques. L'urbanisme de la reconstruction post-guerre, lors duquel interviennent des acteurs extérieurs publics ou privés (promoteurs, spéculateurs, etc.) constitue pourtant souvent des formes de dépossession (Ibrahim-Bacha, à paraître 2026). La gouvernance environnementale post-conflit pouvant être captée par les mêmes élites ou réseaux de pouvoir qui alimentent les inégalités. La question d'une gouvernance démocratique qui suppose l'inclusion des populations locales, des associations, et des savoirs traditionnels, devient alors centrale pour éviter une reconstruction « verte » de façade et s'assurer qu'elle ne reproduit ni dépendance extérieure ni asymétries d'expertise.

Une justice transitionnelle qui ignore les dommages environnementaux se condamne à rester incomplète. Comment établir la responsabilité environnementale en temps de conflit ? Quelles obligations de rendre compte pour les belligérants ? Comment garantir une justice effective pour les populations exposées aux toxicités environnementales, souvent sans voix ni recours ? Que faire de la nécessité de transparence relative aux données environnementales, trop souvent classifiées ou manipulées ?

Axe 4 - Pratiques préfiguratives, alternatives et écopolitiques

Cet axe propose d'explorer les pratiques préfiguratives déployées par les acteurs et les actrices pour expérimenter dès aujourd'hui des alternatives aux modèles existants. Il invite à suivre les processus de constitution et de vie des collectifs, à saisir les conditions d'émergence de ces derniers et ce qui est susceptible d'y faire obstacle, le travail de définition, de réflexion, d'organisation, et de transformation de ces collectifs (Dewey, 2010 [1927]). Les acteurs et les actrices expérimentent dans l'ici et maintenant, par des pratiques incarnées, des modes d'organisation horizontaux et des rapports alternatifs au vivant. Ces collectifs sont parfois des fermes collectives, des coopératives, des communs urbains et ruraux, des jardins pédagogiques, des banques de semences locales, des réseaux d'échange en circuit court, etc. (Latte Abdallah 2022; Spera 2026). Leurs engagements instituent de nouveaux collectifs, qui, au lieu de se limiter à adresser des demandes à l'État et aux institutions existantes, mobilisent les répertoires d'action de la politique préfigurative (Leach, 2013 ; Monticelli et Escobar, 2022). Peu étudiées au Moyen-Orient, les pratiques préfiguratives connaissent pourtant un certain essor dans la région ces dernières décennies, dans un contexte où, souvent, les États sont considérés trop autoritaires et/ou faillis (Latte Abdallah et Spera 2025).

Les communications qui s'inscrivent dans cet axe exploreront la formation de ces communs - matériels, écopolitiques et affectifs, comme réponses aux violences et destructions

environnementales générées par les conflits. Quelles sont les conditions d'émergence des collectifs alternatifs, leurs transformations, leurs cycles de vie et les obstacles qu'ils rencontrent ? A quelles contradictions, à quelles tensions irrésolues se heurtent-ils ? De plus, il s'agira d'analyser leur travail d'auto-institution (Castoriadis, 1975), d'organisation et de réflexion, ainsi que leurs grammaires et répertoires d'action : sacralisation de lieux au Kurdistan de Turquie¹, résistance économique - *iqtisad al-muqawama* - en Palestine², autonomie, autochtonie, agroécologie, etc. On analysera les pratiques situées par lesquelles ces collectifs expérimentent des manières de vivre ensemble, de cultiver, de soigner, de réparer ou de partager.

Axe 5 - Mondes multispécifiques et futurs possibles

Cet axe explore des manières d'imaginer et d'expérimenter des futurs habitables et désirables pour ces territoires militarisés, en ruines ou toxiques. En différents endroits du Moyen-Orient, certains collectifs s'efforcent de penser, documenter, produire des savoirs, mettre en images et en récits les espaces et les temporalités au-delà de la destruction. Des acteurs s'impliquent ainsi dans la documentation et la protection des écosystèmes locaux, des espèces botaniques et animales endémiques, réinvestissent des savoirs locaux menacés. Fortement ancrées dans les histoires locales, ces initiatives allient inventions et réinventions de traditions, idées et modes de production anciens ou historiques renouvelés, inspirations globales et pratiques translocales, entre mémoire, créativité sociale et utopies.

Ces imaginaires politiques, sociaux et artistiques pensent et rendent visibles "l'effet féral" de ces violences inscrites dans les territoires, au sens de mondes qui émergent des contacts d'entités non humaines et de projets infrastructurels, militaires et industriels (Tsing et al., 2025). Comment, face aux violences structurelles, dans des milieux dégradés, se redéfinissent alors les formes de cohabitation interspécifique et les attachements au vivant ? Comment ces perceptions et ces pratiques contribuent-elles à la recomposition de mondes habitables ? Comment se sont formées ou se reforment des liens, voire des résistances multispécifiques ? Quelles matérialités, nécessités, sensibilités et affects façonnent ces imaginaires ? Quelles visions et récits du passé, du présent et du futur les accompagnent ? Dans quelles temporalités s'inscrivent-elles ? Il s'agira d'interroger les capacités de projection des individus et des collectifs, leurs "horizons d'attente" (Koselleck 1985). Ces mondes multispécifiques s'accompagnent-ils d'autres manières de vivre, d'apprendre, de faire justice et société ?

Modalités pratiques de soumission de propositions de communications

Ce colloque entend explorer les écologismes des conflits contemporains dans les mondes arabes et musulmans (incluant le Maghreb, le Machrek, la Méditerranée orientale, les Kurdistans, l'Iran, le Pakistan, l'Afghanistan, le Soudan, le Sahel, le Caucase, etc.)

¹ Voir Vock-Verley 2025.

² Voir notamment Dana 2014, el-Zein 2017, Latte Abdallah 2022 [2019].

Les propositions de communication, en français ou en anglais, sous la forme d'un titre et d'un résumé de 2 000 signes maximum, accompagnées d'une courte notice biographique, sont à envoyer avant le **30 juin 2026 à :**

Stéphanie Latte Abdallah: stephanielatteabdallah@gmail.com

Juliette Duclos-Valois: juliette.duclos@ehess.fr

Bénédicte Florin: benedicte.florin@univ-tours.fr

Simone Spera: simone.spera@univ-amu.fr

Samuel Vock-Verley: verleysamuel@gmail.com

Organisateur.ices

Stéphanie Latte Abdallah, Directrice de recherche CNRS/CéSor-EHESS, coordinatrice de l'ANR Imagin-e

Isabel Ruck, Responsable de la recherche et de la coordination scientifique au CAREP Paris

Juliette Duclos-Valois, Post-doctorante ANR IMAGIN-E, chercheuse associée au CéSor et au CETOBaC, EHESS

Bénédicte Florin, Maîtresse de conférence Université de Tours, CITERES /Équipe Monde arabe et Méditerranée, Institut Universitaire de France, co-coordinatrice de l'ANR IMAGIN-E

Simone Spera, chercheur postdoctorant, IREMAM-CNRS, membre de l'ANR IMAGIN-E

Samuel Vock-Verley, Chercheur postdoctorant, York University, département d'anthropologie, membre de l'ANR IMAGIN-E

Bibliographie

Alkhudary T., 2026, « Toxic Affects: Carceral Capitalism and Slow Violence in Iraq's Marshlands », *International Political Sociology*, Volume 20, Issue 1, en ligne.

Boudia S., Jas N., 2019, *Gouverner un monde toxique*, Coll. Sciences en Question, Ed. Quae.

Boudia S., Creager A. N. H., Frickel S., Henry E., Jas N., Reinhardt C. et Roberts J., 2021, *Residues: Thinking Through Chemical Environments*, New Brunswick, Rutgers University Press.

Castoriadis C., 1975, *L'institution imaginaire de la société*. Paris, Seuil.

Cutter S. L., 1995, « Race, class and environmental justice », *Progress in Human Geography*, 19 (1), p. 111-122.

Dana T. 2014, « A Resistance Economy: What is it and Can it Provide an Alternative? », *Rosa Luxemburg Stiftung*, PAL Paper, en ligne.

Deldrève V., 2020, « La fabrique des inégalités environnementales en France Approches sociologiques qualitatives ». *Revue de l'OFCE*, 165(1), p. 117-144.

Deldrève V, 2023, « Inégalités environnementales », dans P. Boursier et C. Guimont *Écologies : Le vivant et le social*, La Découverte, p. 349-355.

Frère B. et Jacquemain M. (dir.), 2013, *Résister au quotidien ?*, Paris, Presses de Sciences Po.

Givens J. E., Huang X., Jorgenson A. K., 2019, « Ecologically unequal exchange: A Theory of Global Environmental Justice », *Sociology Compass*, 13(5), en ligne.

Griffiths M., Kali R., 2025, « Deferral and dispersal: The military violence of post-war clean-up », *Human Organization*, p. 56-68.

Hébert M., 2006, « Ni la guerre, ni la paix: campagnes de “stabilisation” et violence structurelle chez les Tlapanèques de la Montaña du Guerrero (Mexique) », *Anthropologica*, 48(1), p. 29-42.

Hermez S., 2017, *War Is Coming. Between Past and Future Violence in Lebanon*. University of Pennsylvania Press.

Ippolito R., Lora-Wainwright A., Greenhough, B. et al., 2025, « Special Issue: Reconceptualising toxicity and environmental justice », *BioSocieties*, 20, p. 627-636.

Khayyat M., 2022, *A Landscape of War: Ecologies of Resistance and Survival in South Lebanon*, Oakland California, University of California Press.

Stéphanie Latte Abdallah S., "Un futuricide en Palestine ", dans Stéphanie Latte Abdallah & Véronique Bontemps (dir.), *Gaza. Une guerre coloniale*, Arles, Actes Sud / Sindbad, avril 2025.

Latte Abdallah S., Spera S., 2025, « Conclusion: From Utopian Dreams to Pragmatic Alter-Citizenship and Low-Key Utopias? », dans S. W. Fuchs, T. Pierret (dir.), *Utopianism in the Middle East and North Africa*, p. 293-300.

Latte Abdallah S., 2024, « Baladi. Un écologisme existentiel en Palestine », dans Zahedi A. catalogue de l'exposition *La Rose de Jéricho*, Institut des Cultures d' Islam.

Latte Abdallah S., 2022, « The Resistance Economy: A Holistic Engagement Against the Occupation in Palestine », dans Barozet E., Cortesero R., Mélo D., Sainsaulieu I. (eds.), *Where has Social Justice Gone? From Equality to Experimentation*, Palgrave Macmillan, p. 315-333 (version anglaise et augmentée de Latte Abdallah S., 2019, « L'économie de la résistance : un engagement holiste contre l'occupation en Palestine ? », dans Barozet E., Cortesero R., Mélo D., Sainsaulieu I. (dir.), *Où est passée la justice sociale ? De l'égalité aux tâtonnements*, Lille, Presses universitaires du Septentrion,

Larrère C., 2017, *Les inégalités environnementales*, PUF, Paris.

Leach D. K., 2013, « Prefigurative Politics », dans Della Porta D. , Klandermans B., McAdam D., Snow D. A. (dir.), *The Wiley-Blackwell Encyclopedia of Social and Political Movements*, Wiley.

Malm A, 2025, *Pour la Palestine comme pour la terre. Les ravages de l'impérialisme fossile*, Paris, la Fabrique.

Martinez-Alier J., 2003, *The Environmentalism of the Poor. A Study of Ecological Conflict and Valuation*, Edwar Elgar Publishing.

Picard M., Beigi T., 2020, « Stains of Empire : accumulation by contamination in the Gulf », *Journal of Energy History*, 2, p. 1-25.

Monticelli L., Escobar A. (dir.), 2022, *The Future Is Now. An Introduction to Prefigurative Politics*. Bristol, Bristol University Press.

Pappe I., 2013, « Revisiting 1967: the false paradigm of peace, partition and parity », *Settler Colonial Studies*, 3 (3-04), p. 341-351.

Spera S., 2026, « Réinventer l'autonomie en temps de crise ? Quatre écoles alternatives au Liban », dans Leroy G. (dir.), *Penser l'enfant comme individu : un défi sociologique*, Presses Universitaires de Vincennes, p. 111-133.

Touhouliotis V., 2018, « Weak Seed and a Poisoned Land. Slow Violence and the Toxic Infrastructures of War in South Lebanon », *Environmental Humanities*, 10 (1), p. 86-106.

Tsing A. et al., 2025, *Atlas féral: Histoires vraies et proliférantes des résistances aux infrastructures humaines*, Wildproject.

Vock-Verley S., 2025, « La part de l'ours. Ensauvagement et renouveau rituel dans l'alévisme de Dersim (Turquie) », *Terrain*, n°83, p. 26-47.